

**Précarité partout, égalité nulle part !
Ce jeudi 28 avril tous debout et dans la rue !**

Pour le retrait de la loi « Travail », contre le chômage et la précarité, contre les inégalités : tous dans la rue le 28 avril !

Si quelques concessions ont été faites suite aux premières mobilisations, elles ne changent pas le fond du projet de loi travail. **Le gouvernement poursuit son œuvre de démolition :**



- Casse des garanties collectives du code du Travail, inversion de la hiérarchie des normes (un accord d'entreprise – souvent obtenu sous la contrainte - peut primer sur la loi !),
- Remise en cause des 35H, flexibilité... **alors qu'il faudrait les 32H pour travailler toutes et tous !**
- Politique salariale régressive : le relèvement du point d'indice de 1,2% dans la fonction publique est loin de répondre à la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 (- 18%). **Pour réduire les inégalités nous demandons une augmentation uniforme de 500 € mensuels pour tous !**
- Licenciements facilités dans le privé, suppressions d'emplois dans le secteur public, au lieu de **titulariser les précaires**. Les jeunes (taux de chômage de 26%) et les femmes sont les premières victimes de la précarisation.
- Empilement de réformes, désorganisation des missions, suppression

de postes et mobilité forcée, qui fragilisent les services publics, dégradent les conditions de travail. Alors qu'au contraire un **renforcement des services publics** est indispensable pour répondre aux besoins de la société.

Nous sommes tous victimes de ces régressions sociales.

Public, Privé : en grève et dans la rue ce 28 avril !

Lire aussi l'appel intersyndical des fédérations Fonction Publique CGT FO FSU Solidaires: **« [Pour les droits plus protecteurs des salarié.es du privé comme du public et obtenir le retrait du projet de loi travail](#) »**

Travail gratuit des doctorants, recours massif aux CDD, sous-rémunération des personnels de la recherche : [le statu quo n'est pas acceptable !](#)

Réforme de la formation doctorale, discussions sur les dossiers de « l'agenda social » du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (contractuels, primes, carrières...), le constat est affligeant : le Ministère ne propose que des « mesurette » pour amuser la galerie, mais absolument rien de concret pour régler les problèmes de fond ! Car il ne veut surtout pas que ça lui coûte de l'argent !

Nous ne pouvons nous résigner à ce qu'un grand nombre de doctorants ne soient pas financés, à ce que les tiers des besoins d'emplois permanents soient assurés par des collègues précaires, à ce que les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur soient les moins bien payés – et de loin – de toute la Fonction Publique. Il est plus que temps de faire cesser ces inégalités !

Voir les [propositions de SUD-Recherche-EPST sur la formation doctorale](#) au CNESER du 18 avril sur notre site. Voir également la [déclaration commune des syndicats SNTRS-CGT / SUD-Recherche-EPST et SNCS-FSU au sujet des CDD](#), avant de quitter la réunion au Ministère.